

DELIBERATION
DU CONSEIL METROPOLITAIN

POLE METROPOLITAIN
CAP AZUR

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
REPUBLIQUE FRANÇAISE



PREF 06
06.11.2022

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL METROPOLITAIN
SEANCE DU JEUDI 20 OCTOBRE 2022 – 16H30

DELIBERATION N° 01

OBJET : PROCES-VERBAL DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 10 JANVIER 2022

L'an deux mille vingt-deux et le vingt octobre à seize heures trente, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Jean LEONETTI, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est assemblé au sein de la salle de la Maison des associations, 288 chemin de Saint-Claude à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Président du Pôle métropolitain, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de la convocation :

Le 14 octobre 2022

Date de publication

du 09 NOV. 2022 au 09 JAN. 2023

De réception en Préfecture

08 NOV. 2022

Secrétaire de séance

8

domelli.du.

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai
de deux mois à compter de sa
notification ou de sa publication, soit
par voie postale 18 avenue des
Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex
1, soit par voie électronique à partir
de l'application
« Télérecours citoyens » accessible
sur le site <http://www.telerecours.fr/>

Étaient présents:

M. Jean LEONETTI	M. David LISNARD	M. Jérôme VIAUD
M. Thierry OCCELLI	M. Yves PIGRENET	M. Charles Ange GINESY
M. Jean-Pierre DERMIT	M. Lionel LUCA	M. Jean-Marc DELIA
M. Christophe FIORENTINO	Mme Michèle PAGANIN	M. Pierre CORPORANDY

Étaient représentés :

M. Kévin LUCIANO par M. Frédéric POMA
M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGES
Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI
M. Richard GALY par M. C. ULIEVERI
M. Pierre ASCHIERI par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE

Ayant donné procuration :

M. Gérard LOMBARDO à M. Jean LEONETTI
M. Sébastien LEROY à M. David LISNARD

Était absents:

Mme Sophie ROHFRITSCH,

formant la majorité des membres en exercice.

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Jérôme VIAUD est désigné comme secrétaire de séance.

Au cours de la séance, le Conseil métropolitain s'est prononcé sur l'affaire suivante :

Prêt 05
05-11-2022

- M. Jean LEONETTI, Président, prend la parole.

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil métropolitain du lundi 10 janvier 2022

LE CONSEIL METROPOLITAIN, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil métropolitain du lundi 10 janvier 2022.

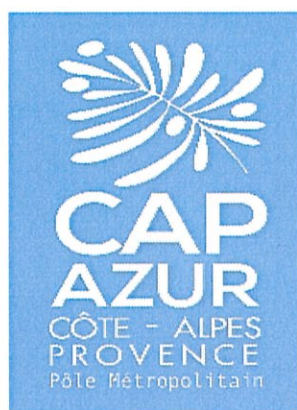
AINSI FAIT ET DELIBERE
À ANTIBES LE 20 octobre 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

PREF 06
08.11.2022

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



POLE METROPOLITAIN CAP AZUR

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE ORDINAIRE
DU 10 JANVIER 2022**

L'an deux mille vingt-deux et le dix janvier à 16 heures, le Conseil métropolitain du Pôle métropolitain CAP AZUR, dûment convoqué par M. Charles-Anges GINESY, Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale, s'est rassemblé au sein de la salle polyvalente des espaces du Fort Carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en séance ordinaire, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, Doyen d'âge, conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et suivants, L. 2121-7, L. 2121-10, L. 2121-12, L. 2122-8, L. 2122-15 et L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRESENTS :

M. Jean LEONETTI, M. Thierry OCCELLI, M. David LISNARD, M. Lionnel LUCA, M. Christophe FIORENTINO, M. Pierre CORPORANDY, M. Richard GALY, M. Sébastien LEROY, M. Jean-Pierre DERMIT.

REPRESENTES :

M. Jérôme VIAUD par M. Christian ORTEGA, M. Charles-Anges GINESY par M. Jean-Paul DAVID, Mme Michèle TABAROT par Mme Muriel DI BARI, M. Kévin LUCIANO par M. Frédéric POMA, M. Jean-Marc DELIA par M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE, M. Joseph CESARO par M. Gilbert HUGUES.

ABSENT :

M. Éric MELE, M. Yves PIGRENET, Mme Sophie ROHFRIETSCH, Mme Michèle PAGANIN, M. Pierre ASCHIERI.

Formant la majorité des membres en exercice ;

En application des articles L. 5731-3, L. 5711-1, L. 5211-1 et L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, **M. Sébastien LEROY** est désigné comme secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

PREF 05
Ordre du jour 05.11.2022

1. Élection du Président du Pôle Métropolitain CAP AZUR
2. Détermination du nombre de Vice-présidents du Pôle Métropolitain CAP AZUR
3. Élection du Vice-président du Pôle Métropolitain CAP AZUR
4. Composition du Bureau du Pôle Métropolitain CAP AZUR
5. Élection des membres du Bureau du Pôle Métropolitain CAP AZUR
6. Délégations du Conseil Métropolitain du Pôle Métropolitain CAP AZUR au Président
7. Délégations du Conseil Métropolitain du Pôle Métropolitain CAP AZUR au Bureau métropolitain
8. Renonciation au versement des indemnités de fonctions du Président, Vice-président et autres délégués métropolitains



1. Élection du Président du Pôle Métropolitain CAP AZUR

M. le Président - On désigne les assesseurs afin de constituer le Bureau pour le dépouillement des votes, car malheureusement, le vote est à bulletin secret. Je demande donc deux assesseurs. Frédéric POMA demande absolument ce poste depuis des années. Je vous demande donc de le lui accorder.

Richard est tout à fait qualifié. Désigné d'office.

En voulez-vous un troisième ? Combien voulez-vous d'assesseurs ? Deux ? On en a deux.

Si vous êtes d'accord, j'ai reçu la candidature d'un certain Jean LEONETTI en succession de la candidature de David LISNARD dont la date arrivait à échéance dans le protocole de présidence tournante que nous avons mis en place.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Il n'y en a pas d'autres. Malheureusement, je ne peux pas vous proposer un vote à main levée puisque l'on vient de me confirmer que cela n'est pas réglementaire. Je vous demande donc un vote à bulletin secret, à condition que l'on nous donne rapidement des bulletins de vote. Merci.

Je fais voter le compte-rendu de la séance du Conseil Métropolitain qui avait eu lieu en avril 2021, que vous avez lu avec intérêt, qui était d'ordre budgétaire et qui avait été proposé à hauteur de 1 €.

Personne n'est contre ni s'abstient ?

Le PV est adopté.

Extrait de la délibération

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, à la majorité absolue des voix au 1^{er} tour de scrutin, proclame Jean LEONETTI Président du Pôle métropolitain et l'installe immédiatement dans ses fonctions

2. Détermination du nombre de Vice-présidents du Pôle Métropolitain CAP AZUR

M. le Président - Les assesseurs et le Secrétaire de séance se lèvent pour contrôler. Il faut toujours être trois. L'urne est ouverte, le dépouillement s'effectue. Il y a toujours un suspens.

Je vous remercie de l'unanimité et des 15 voix obtenues. Vous m'avez confié la présidence telle que nous l'avions prévue ensemble.

Extrait de la délibération

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, fixe à un le nombre le Vice-présidents au sein du Pôle métropolitain.

3. Élection du Vice-président du Pôle Métropolitain CAP AZUR

Extrait de la délibération

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, à la majorité absolue des voix au 1^{er} tour de scrutin, proclame Charles-Ange GINESY Vice-Président du Pôle métropolitain et l'installe immédiatement dans ses fonctions

4. Composition du Bureau du Pôle Métropolitain CAP AZUR

Extrait de la délibération

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, fixe à quatre le nombre de membres qui siègera au Bureau métropolitain du Pôle métropolitain, soit le Président, le Vice-président et deux autres membres.

5. Élection des membres du Bureau du Pôle Métropolitain CAP AZUR

M. le Président - Maintenant, nous devons élire le Vice-président. Vous vous rappelez que dans le système tel que nous l'avons instauré, il y a 4 membres du Bureau, le Président, le Vice-président et 2 membres : le Vice-président (qui est élu de manière stable, puisque c'est toujours Charles-Ange GINÉSY, le Président du Conseil départemental et des Alpes d'Azur, qui est désigné et ensuite, 2 membres du Bureau que sont les 2 Présidents des agglomérations, Jérôme VIAUD et David LISNARD.

Pour rester dans un protocole régulier, je vous propose de voter là aussi à bulletin secret, mais avec une petite dérogation, car on va faire un seul bulletin de vote. Vous allez donc écrire :

- « Vice-président » et le candidat » ;
- « un membre du bureau » et les 2 autres candidats.

Je pose la question traditionnelle. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y en a pas d'autres.

On ne passe donc pas à main levée, car on ne peut pas le faire, mais je vous propose un bulletin de vote dans lequel il y aura des élections nominales successives. Vous marquez donc :

- « Vice-président, j'ai reçu la candidature de Charles-Ange » ;
- « Membre du Bureau, j'ai reçu la candidature de David et de Jérôme ».

On redonne donc des bulletins. Il n'y a qu'un bulletin et on met les 3 noms. S'il y en a un qui est barré, on recommence. Le premier sera identifié (celui qui fait une rature ou qui est barré) et il y aura les sanctions que mérite cette perte inutile de temps.

C'est le nom du Vice-président. Il n'y a qu'un candidat, c'est Charles-Ange GINÉSY.

Le deuxième, ce sont les deux membres du Bureau. J'ai les candidatures de David LISNARD et de Jérôme VIAUD, sans autre candidat. Je suis désolé de rester dans ce formalisme, mais normalement, on devrait faire un vote pour chacun d'entre eux. S'il n'y a pas de ratures et qu'il n'y a pas de problème, on restera dans le cadre de la légalité.

On peut commencer à voter.

Pour l'élection du Vice-président, j'ai 15 voix pour Charles-Ange GINÉSY qui est élu à l'unanimité.

David LISNARD et Jérôme VIAUD obtiennent chacun 15 voix. Tout le monde est donc élu à l'unanimité. Je vous remercie pour eux, pour tous. Surtout, je vous prie de m'excuser de ces démarches administratives dans une ambiance dans laquelle les règles du jeu ont été élaborées initialement. On les respecte amicalement, dans la confiance que nous avons tous ensemble.

(Applaudissements)

Si vous le voulez bien, on va terminer les délibérations. Puis, je donnerai la parole à notre Président national et ancien Président CAP AZUR qui fera, comme à l'ordinaire, une brève allocution et qui rappellera le bilan passé. Pour ma part, j'ébaucherai quelques pistes de travail d'avenir pour l'année en cours.

Extrait de la délibération

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, à la majorité absolue des voix au 1^{er} tour de scrutin, proclame David LISNARD et Jérôme VIAUD membres du Bureau métropolitain du Pôle métropolitain et les installe immédiatement dans leurs fonctions.

6. Délégations du Conseil Métropolitain du Pôle Métropolitain CAP AZUR au Président

M. le Président - Concernant la délégation du Conseil Métropolitain au Président, je vous propose de reconduire exactement le texte de la délibération de délégation au Président par le Pôle Métropolitain tel qu'il avait été effectué initialement, et de déléguer au Président, pour la durée de son mandat, les compétences suivantes :

- dans la limite des crédits, réalisations des emprunts (ce qui est assez facile sur le CAP AZUR), prendre les décisions concernant la préparation des prestations et les signatures exécution des règlements ;
- créer, modifier et supprimer les régies comptables ;
- accepter les dons et les legs (si vous en avez, je suis prêt à accepter tous les dons et legs que vous pouvez imaginer) ;
- passer les échéances sans incidences financières ;
- décider de la conclusion et de la révision du louage des choses ;
- décider de la mise à disposition des locaux, etc.

On reprend donc exactement les mêmes délégations antérieures qui avaient été envisagées lors du précédent mandat.

Conformément aux dispositions de l'article 52.11-10 du Code, le Président rendra compte de ces attributions exercées par délégation.

Est-on d'accord sur la reconduite des délégations du Conseil communautaire au Président ?

Pas d'intervention ? Personne n'est contre ni s'abstient ?

Extrait de la délibération

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, l'unanimité décide :

- DE DELEGUER au Président, pour la durée de son mandat, les compétences suivantes :
 - Procéder, dans les limites des crédits inscrits au budget métropolitain, à la réalisation de tous les emprunts (court, moyen ou long terme) destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et passer à cet effet les actes nécessaires ;
 - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, de travaux, de prestations intellectuelles, de fournitures et de services à procédure adaptée, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant inférieur à un seuil défini par décret, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
 - Créer, modifier et supprimer les régies comptables de recettes et d'avances nécessaires au fonctionnement des services métropolitains ;
 - Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - Passer des chartes sans incidence financière ;
 - Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
 - Décider de la mise à disposition de locaux, terrains ou autres éléments du patrimoine du Pôle métropolitain à titre gratuit pour une durée n'excédant pas douze ans ;
 - Approuver les règlements intérieurs, les règlements de copropriété ou tous autres documents relatifs à l'utilisation du patrimoine du Pôle métropolitain, hors conditions tarifaires ;
 - Approuver les règlements intérieurs, sans incidence financière, pour les événements et/ou manifestations métropolitaines ;
 - Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 10 000 €, y compris par mise aux enchères publiques ;
 - Passer les contrats d'assurance et avenants afférents ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
 - Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules métropolitains, quel qu'en soit le montant, accepter les indemnités de sinistre y afférentes, régler les montants en responsabilité civile de toute nature que ce soit ;
 - Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
 - Intenter au nom du Pôle métropolitain les actions en justice ou de défendre le Pôle métropolitain dans les actions intentées contre lui, en demande comme en défense, en première instance comme en appel ou en cassation, devant les juridictions administrative, civile et pénale. Cette délégation s'applique aux dépôts de plainte, avec ou sans constitution de partie civile, déposés au nom du Pôle métropolitain ainsi qu'aux contrats d'assurance souscrits par le Pôle métropolitain au cas où il est nécessaire de mandater l'assureur pour exercer des recours en lieu et place de celui-ci. Il est également possible de transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 € ;
- DIRE QUE, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du C.G.C.T., le Président rendra compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant lors de chaque réunion du Conseil métropolitain.

7. Délégations du Conseil Métropolitain du Pôle Métropolitain CAP AZUR au Bureau métropolitain

M. le Président - Ensuite, délégation du Conseil Métropolitain au Pôle Métropolitain, au Bureau, donc, aux 4 personnes... on reprend exactement les mêmes délégations que celles qui avaient été votées sous la présidence de David LISNARD. Je vous passe la litanie des éléments.

On délègue au Bureau, à l'exception des dispositions énoncées à l'article précédent :

- accorder les garanties d'emprunt ;
- prendre les décisions concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution des règlements des marchés ;
- prendre les décisions en matière de subventions à recevoir (en réalité, compte tenu de notre budget, la plupart des éléments tombent) ;
- exercer au nom du pôle métropolitain dans les secteurs déclarés d'intérêt métropolitain le droit de préemption ;
- dire que le Président rendra compte des travaux du groupe métropolitain exercé par délégation lors de chacune des réunions de l'organe délibérant du Pôle Métropolitain CAP AZUR.

De la même façon, je vous demande la reconduction des délégations du Pôle Métropolitain au Bureau, dont vous connaissez la rigueur budgétaire autour de la symbolique.

Personne n'est contre ? Pas d'abstention ?

Extrait de la délibération

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, à l'unanimité décide :

- DE DELEGUER au Bureau métropolitain, à l'exception des dispositions énoncées dans l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et en complément des délégations attribuées au Président, pour exercer l'ensemble des compétences suivantes :
 - Accorder les garanties d'emprunts, cautions et autres crédits-bails au nom du Pôle métropolitain ;
 - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la signature, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres, de travaux, de prestations intellectuelles, de fournitures et de services, à procédure formalisée, lorsque les crédits sont inscrits au budget, d'un montant supérieur à un seuil défini par décret, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
 - Prendre toutes les décisions en matière de subventions à recevoir ou à accorder par le Pôle métropolitain ainsi que toutes les démarches administratives et financières à mener (réponse aux appels à projets, etc.) ;
 - Accorder les fonds de concours aux membres du Pôle métropolitain ;
 - Décider l'adhésion à des organismes, sauf à des établissements publics, et accepter le paiement des cotisations correspondantes ;
 - Autoriser à signer et à déposer les demandes d'autorisation d'utilisation ou d'occupation du sol, notamment les permis de construire, de démolir, d'aménager, les déclarations préalables, toutes autres autorisations et actes d'urbanisme ;

- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services métropolitains ;
 - Procéder aux acquisitions et cessions foncières n'excédant pas un montant de 15 000 € ainsi qu'effectuer toutes les démarches préalables qui en découlent ;
 - Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres du Pôle métropolitain à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;
 - Exercer, au nom du Pôle métropolitain, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que celui-ci en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les limites fixées par l'article L. 5211-10 du C.G.C.T. ;
 - Exercer au nom du Pôle métropolitain, dans les secteurs déclarés d'intérêt métropolitain, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du Code de l'Urbanisme ;
- DIRE QUE le Président rendra compte des travaux du Bureau métropolitain, exercés par délégation, lors de chacune des réunions de l'organe délibérant du Pôle métropolitain CAP Azur.

8. Renonciation au versement des indemnités de fonctions du Président, Vice-président et autres délégués métropolitains

M. le Président - Renonciation au versement des indemnités de fonction du Président, des Vice-présidents et des délégués métropolitains. C'est la logique dans laquelle on s'est inscrit depuis le début. Il n'y a pas de structures administratives dédiées et donc, pas de financement de la structure administrative, il n'y a pas d'indemnités d'élus. Je vous propose donc de reconduire ces dispositifs qui, loin de nous pénaliser, nous honorent.

Personne n'est contre ? Pas d'abstention ?

Extrait de la délibération

LE CONSEIL METROPOLITAIN, APRES EN AVOIR DELIBERE, à l'unanimité décide :

- qu'aucun membre du Pôle métropolitain, à savoir Président, Vice-président et délégués métropolitains, ne percevra d'indemnités de fonctions pour l'exercice de leur mission au sein dudit pôle ;
- que cette renonciation au versement d'indemnités de fonctions au profit du Président, Vice-président et délégués métropolitains prendra effet à compter du 03 juillet 2018

L'ensemble des délibérations sont donc effectuées.

Je passe la parole au Président de l'AMF, David LISNARD, que je félicite à nouveau amicalement de sa brillante élection, qui nous remplit de fierté illégitime - car c'est lui qui devrait être fier et pas nous - et qui a jusqu'à présent géré, pendant l'année un peu en prolongation compte tenu des élections, le Pôle CAP AZUR. Je le remercie aussi pour cette unité qu'il a créée et qui continue à l'ouest du Département des Alpes-Maritimes. Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. David LISNARD - Merci.

Monsieur le Président,

PAEF 06
06.11.2022

Monsieur le Ministre,

Merci, cher Jean, de ce propos introductif laudateur,

Merci à vous de votre confiance pour ce que vient d'évoquer Jean concernant l'Association des Maires de France,

Je salue le Président Départemental des Maires des Alpes-Maritimes,

Et vous dire à quel point je ressens cette mission avec beaucoup d'exigence. Elle est extrêmement chronophage. C'est une mission totalement bénévole et elle me renvoie à des problématiques immédiates qui concernent tous les maires sur l'artificialisation des sols et les dispositions qui sont prises de façon extrêmement technocratique, qui pénalisent notamment les communes rurales et les projets de développement, sans rien apporter à la préservation de la biodiversité ou à la lutte contre les inondations.

Je pense à une problématique qui est moins prégnante pour l'instant chez nous, mais qui est très prégnante ailleurs. Il s'agit de la dépossession du pouvoir d'urbanisme des maires à l'égard de certaines installations, notamment les éoliennes, qui s'inscrivent dans cette dévitalisation du pouvoir communal qui est un des problèmes majeurs de notre pays, face à un mouvement de centralisation totalement archaïque, inefficace et très coûteuse, qui crée de l'incivisme et de la perte de sens.

Je pense aux problématiques extrêmement surnoises du trait de côte sur les communes littorales et aux transferts de responsabilités vers les maires dans les textes de loi récents, y compris la loi 3DS. Ces problématiques vont nous poser des difficultés majeures - difficultés financières et d'acceptation sociale - de lutte contre le trait de côte puisque l'État, sans le dire, n'assume plus sa responsabilité (je pense que vous êtes au courant de ces phénomènes).

De même, nous combattons pour que la loi SRU soit moins absurde dans ces applications, y compris pour les communes littorales, puisqu'avec une possibilité d'urbaniser sur le trait de côte - ce qui est assez logique -, il faut que l'on prenne en compte ce processus pour desserrer la pression sur le rare foncier restant qui n'a pas vocation à devenir des barres de HLM, dont on connaît les effets dévastateurs sur le plan social et en termes de cité.

Voici quelques exemples parmi tant d'autres de combats immédiats.

Par ailleurs, il existe un combat beaucoup plus structurant à long terme pour retrouver le sens des libertés locales, c'est-à-dire de la responsabilité, de la capacité de l'action - à la fois du sens et de la performance au plan local -, avec une notion qui est bafouée en France alors qu'elle est constitutionnelle : la notion de subsidiarité. La subsidiarité n'est pas tout à fait la même chose que la décentralisation qui est d'ailleurs elle-même bafouée. La subsidiarité recouvre deux dimensions (je vais en arriver à nos travaux d'aujourd'hui) : la subsidiarité horizontale et la subsidiarité verticale.

La subsidiarité horizontale consiste à laisser la politique à sa juste place, qui est la place la plus juste, la plus noble, celle de l'universalité, de l'intérêt général, mais qui ne doit pas couvrir tout le champ des échanges de la vie sociale, de la vie quotidienne. Il s'agit donc de laisser la puissance publique à sa juste place, la gestion de la cité à sa juste place et de considérer que l'immense majorité des faits quotidiens relèvent de la sphère privée et non de la sphère publique, pour réorienter et réorganiser l'organisation publique. En fait, c'est un débat que l'on n'a jamais eu en France.

La subsidiarité verticale consiste à dire que l'on règle d'abord les problèmes que l'on peut régler au plus près du terrain. Ensuite, lorsque l'on ne peut pas les régler au plus près du terrain, on mutualise et on monte de façon ascendante jusqu'au dernier assureur, à la dernière garantie qu'est l'État, dont nous sommes tous une des parties.

La subsidiarité est cela.

En France, on a inversé tout cela et on ne travaille que par des schémas qui nous sont imposés, des schémas verticaux qui sont opposables. Comme je l'avais dit au Congrès des maires - ce qui est une réalité -, pour faire une unité de traitement des déchets sans rien demander et en assumant tout le risque politique et le risque financier, vous êtes obligé d'avoir l'autorisation dans un SRADDET, d'avoir l'autorisation dans une DTA, etc. C'est cette absurdité-là qui fait que notre pays consomme plus d'argent public qu'ailleurs et est de plus en plus défaillant sur ses missions premières de Service Public.

Nous avons donc ces combats à mener ensemble.

Si j'en parle, c'est que, d'une part, Jean m'a tendu la perche, et que d'autre part, ici, à CAP AZUR, nous avons fait de la subsidiarité une réalité. C'est ce qui nous paraît évident qui est une anormalité lorsque l'on regarde le paysage institutionnel français. C'est-à-dire que nous avons une entité qui n'agit que par la volonté des parties qui la constituent, sans générer de frais administratifs, sans générer d'indemnités d'élus, sans générer de remboursements de frais, sans générer de bureaucratie. En effet, chaque présidence tournante assume, avec l'Administration de son intercommunalité à fiscalité propre, la gestion administrative dans les missions prévues habituelles. C'est du travail en plus et on gagne donc en productivité.

Je veux remercier et saluer d'Administration de la Communauté d'agglomération Cannes Lérins - qui a assumé ces 18 mois de présidence, puisqu'il y a eu cette prolongation COVID et élections - et je veux donner toute notre confiance à l'Administration de la Communauté d'agglomération présidée par Jean LEONETTI pour assumer cette tâche.

On est donc ici dans un principe de subsidiarité. C'est-à-dire que quand on estime que l'on a intérêt à se mettre ensemble, on se met ensemble, on dégage un programme d'actions, chacun contribue en quote-part, puis, on évalue, on ajuste, on abandonne, on revient dessus. Ce principe que l'on vit ici - et qui préserve les contribuables tout en améliorant l'action publique en protégeant la souveraineté, la liberté, la responsabilité communale - devrait, à mon avis, faire modèle et être pris ailleurs en France, car cela fonctionne. Il faut le dire. Cela n'empêche pas l'ambition commune dans un pôle qui regroupe - à travers nos quatre établissements intercommunaux, trois Communautés d'Agglomération, une Communauté de commune - plus de la moitié des habitants de ce Département, plus de 500 000 habitants, plus de 55 % des emplois industriels (de mémoire) et scientifiques, avec des pôles d'excellence, bien sûr Sophia Antipolis, évidemment Grasse sur la parfumerie et les arômes, et Cannes, outre le tourisme d'affaires, sur le satellitaire avec THALES.

De plus, on a la chance de pouvoir travailler en tranquillité - je l'ai récemment dit lors d'une autre réunion -, de ne pas être dérangé par les visites de Président de la République ou de Premier ministre puisque, depuis 5 ans, il y a eu 5 visites de Premier ministre des Alpes-Maritimes, 4 visites de Président de la République, 10 visites de la tête de l'Exécutif et, pas une fois un ne s'est déplacé dans cette réalité de l'ouest des Alpes-Maritimes. Pas une seule fois. Nous avons donc la sérénité pour travailler. C'est ce que nous faisons ici et ce qui vous évite des dilemmes pour reporter une réunion, l'annuler, etc.

En tout cas, ce qui est fait dans l'ouest des Alpes-Maritimes, sans tambour ni trompette, mais avec beaucoup de travail, permet à cette partie du Département d'être tonique et dynamique. Et, nous avons fait coïncider à une réalité - qui est une réalité géographique, qui est une réalité démographique, qui est une réalité historique - une réalité politique, pragmatique. C'est cela, CAP AZUR. Je pense que c'est un élément qui mérite d'être su.

Sur les derniers mois - la dernière année qui vient de s'écouler -, dans un contexte particulièrement complexe, nous nous sommes attachés à continuer de travailler selon les axes suivants que nous avons définis :

- autour de la transition énergétique et de l'innovation qui nécessitent souvent de la mutualisation ;
- autour de la prévention et de la valorisation des traitements des déchets dans notre bassin de vie, ce qui est un des problèmes les plus compliqués, y compris entre nous, car il y a différents systèmes et différents degrés de maturité, etc. ;
- autour de la politique des transports et des déplacements dits « mobilité », pour simplifier l'offre et la rendre plus efficace ;
- autour du soutien aux entreprises, aux artisans, aux commerçants, à l'emploi, avec la volonté de créer des externalités positives au profit de cette activité.

Selon ces quatre axes, voici quelques exemples d'actions que nous avons menées.

Nous avons poursuivi le déploiement des installations de recharge pour véhicules électriques IRVE du réseau WiiiZ dans le cadre du Plan Climat Air Énergie - c'est la première action que nous avons engagée lorsque nous avons créé CAP AZUR il y a 3 ans -, avec 137 bornes de recharge qui sont aujourd'hui proposées aux usagers de la CASA, Lérins et Grasse. Il y a quelques mois, avec Charles-Ange GINÉSY, nous avons pris la décision de l'étendre à Alpes d'Azur, mais avec un accord avec l'Est Var. L'un des axes de développement que nous devons également mettre en place est de travailler de plus en plus à cheval sur les deux Départements, et pas simplement sur la problématique Estérel - je regarde Sébastien -, qui est une problématique essentielle et qui est un trésor naturel et touristique. Ainsi, 140 nouvelles bornes vont être installées pour densifier ce maillage que nous avons mis en place avec 2,4 fois plus de charges en 2021 qu'en 2020, et 3,5 fois plus qu'en 2019. Une croissance commence donc à être intéressante sur l'utilisation de ces équipements qui, à terme, auront vocation à être remplacés par des équipements privés. On joue vraiment notre subsidiarité. Il y a une carence dans le secteur privé, donc, on intervient. Cela illustre exactement ce que je disais dans la subsidiarité horizontale : quand le privé ne peut pas intervenir, on le fait.

La deuxième action est la mise en place d'une démarche sur l'hydrogène. Vous savez que l'agglomération Cannes Lérins a été lauréate d'un appel à projets de l'État de l'ADEME, de l'Union européenne, pour une unité d'hydrogène vert par électrolyse. Nous avons proposé de formater la possibilité d'une déclinaison d'unité de stockage, voire de production, à l'échelle de CAP AZUR. Jean qui est toujours affuté sur ces problématiques, a recueilli l'intérêt de la CASA. Je regarde Richard, mais au-delà des bus, cela peut être pour les bennes de collecte et les autres véhicules de nos communes et de nos intercommunalités.

Il faut évidemment renforcer la promotion du tri. Nous avons 86 communes sur notre territoire, 500 000 habitants hors touristes. Nos 390 000 tonnes de déchets ont donc à être traitées, dont 200 000 tonnes d'ordures ménagères. Cette problématique du tri doit absolument être développée. À cet égard, on a lancé la communication « Mon avenir, c'est le Bac Jaune ! », sur une excellente idée de la CASA qui a le sens du jeu de mots. C'est son côté espiègle. Nous avons donc mis en réseau les 21 déchetteries et nous avons créé :

- le Guide du compostage CAP AZUR avec la dotation d'un composteur gratuit et une distribution de compost sur les 21 déchetteries du réseau ;
- une campagne de communication « Le Zéro Déchet, c'est ma seconde nature » (ce qui n'est pas mal non plus) ;

- la relance de la campagne sur le compostage et la distribution de compost dans les 21 déchetteries ;
- la promotion du compostage individuel en équipe ;
- la distribution gratuite de composteurs-formation avec des MC (Maîtres Composteurs) ;
- la distribution de guides du compostage ;
- une campagne de tri sélectif, un « Noël Zéro Déchet ».

De plus, nous avons signé un groupement de commandes pour la réalisation du PLPDMA (Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés). Ce groupement de commandes est une étape importante - car cela demande une volonté de mieux travailler, de mieux coordonner, d'échanger en toute transparence les données et d'avancer sur les problématiques compliquées des déchets - avec les travaux d'élaboration du PLPDMA qui commence dès janvier 2022.

Nous avons également développé l'opération « Zéro Déchet » avec 358 familles volontaires, ce qui a permis de réduire de 36 % le contenu de la poubelle grise et de 26 % le contenu de la poubelle jaune pour ces 358 familles. Il y a toujours un petit biais cognitif, car ce sont toujours les familles les plus motivées qui sont volontaires, mais on imagine le potentiel. Rendez-vous compte : en un an, c'est plus d'un tiers de réduction du volume des déchets, uniquement par de bonnes pratiques. Il y a donc vraiment un potentiel en la matière.

Nous avons promu l'agriculture et les circuits courts alimentaires avec le Projet Alimentaire Territorial (le PAT). En l'occurrence, ce n'étaient ni Cannes ni Antibes. C'était Grasse qui avait été pilote en la matière. On a donc tous délibéré pour ces PAT afin de mettre en place des cohérences et des synergies entre nos territoires pour des actions croisées.

En matière de soutien aux entreprises, je serai très synthétique. Outre les initiatives des agglomérations et du Département - les webinaires entreprises qui ont été organisés à l'échelle du Pôle -, nous avons essayé de créer une sorte de guichet du Pôle pour les entreprises et nous allons continuer dans ce domaine avec des mesures d'aide au recrutement, de formations continues, de conseils sur les démarches RSE. On travaille avec Pôle emploi, le PLIE et les Missions Locales pour renseigner directement les chefs d'entreprise et les publics ciblés. Cela a eu un grand succès. On a communiqué. Je trouve que l'on ne communique pas assez sur ces opérations et il faudra qu'on les mette davantage en exergue et en valeur.

Nous avons des services mutualisés proposés au sein des pépinières d'entreprise de CAP AZUR que nous avons mises en réseau.

Enfin, en matière de transport et d'entreprise, puisque l'on parle du déplacement-mobilité, pour faciliter les déplacements à l'échelle de CAP AZUR, nous avons lancé l'application mobile « Nouvelle Génération » qui a été complétée, finalisée et mise sur le marché en 2021, avec une évolution forte des fonctionnalités. Elle est donc en train de monter en puissance avec le principe du « Compagnon Mobilité » qui avait été lancé en décembre 2018.

En un clic, l'utilisateur a désormais accès à l'ensemble de l'offre des transports publics urbains de Cannes Lérins, Sophia Antipolis et Pays de Grasse. Les trois réseaux sont connectés, Envibus, Palm Bus et Sillages, plus la SNCF, ce qui représente plus de 150 lignes, avec plus de 3 000 points d'arrêt pour 20 millions de voyages par an. On voit donc la force de l'enjeu et la capacité d'optimisation de tout cela que nous avons dans les prochaines années.

Ce « Compagnon Mobilité » est accessible gratuitement et il propose à tous les habitants de CAP AZUR les actions suivantes :

- une information en temps réel : les horaires, l'info trafic, etc. ;

- les meilleurs itinéraires multimodaux en temps réel, qui intègrent l'ensemble des mobilités du territoire : bus urbains, liaisons interurbaines, TER, vélo, marche à pied, achat de titres de transport (ce qui est un vrai service très concret, sonnante et trébuchante) ;
- des informations dédiées aux personnes à mobilité réduite : les accessibilités des arrêts, les prochains départs, etc. ;
- l'intégration du vélo dans la chaîne de mobilité avec les calculs « itinéraires vélo ou multimodaux » incluant le trajet à vélo, la composition des terrains cyclables et, à travers les agglomérations, la mise en place d'abris vélo, y compris des abris « vélo solaire » qui rechargent les vélos électriques.

Voici un petit panel d'actions. Jean va vous dire le plus important, c'est-à-dire ce qu'il prévoit d'insuffler dans les prochains mois. Je veux lui dire à quel point nous sommes très heureux et fiers d'avoir un Président comme Jean LEONETTI qui, toujours avec ce mélange de conviction et de sagesse, nous fait progresser.

Je vous invite à lire aujourd'hui dans le Figaro sa remarquable tribune sur le COVID. Elle est claire, nette et limpide. Elle est celle d'un élu responsable et d'un médecin avisé. Elle conforte ce que l'on peut ressentir, évoquer et dire, notamment sur l'évolution du virus qui est finalement une évolution assez conventionnelle et classique - je parle sous le contrôle des médecins ici présents -, avec une dernière variante OMICRON qui est beaucoup plus contagieuse, beaucoup moins pathogène et qui pose la question fondamentale d'une politique publique ciblée sur les publics fragiles et qui cesse de pénaliser l'ensemble de la population et des flux économiques, parce que l'on est incapable d'avoir une politique proactive, volontariste et efficace auprès des publics exposés et fragiles.

Donc, merci docteur de cette prescription que nous ferons nôtre sur le plan politique au cours des prochaines heures. Merci à vous.

(Applaudissements)

M. le Président - Merci, David. Merci de cet exposé à la fois survolant les problèmes que les territoires connaissent aujourd'hui face à une Administration omniprésente - et pour autant omni-absente - et de tout le travail qui a été effectué cette année. Vous ne serez pas étonnés que je vous dise que l'on est dans la continuité. En effet, les présidences tournent, mais les actions demeurent.

La première chose qu'a dit David, et que je voudrais reprendre, est que la marque CAP AZUR devrait maintenant mieux s'imposer et avoir une communication plus forte. Car, même si elle est dénuée de budget, de charges administratives ou d'indemnités d'élus, la symbolique du Pôle Métropolitain est une force de proposition, une force politique au bon sens du terme qui s'inscrit dans une stratégie départementale avec le Président du Conseil départemental sur l'innovation et sur la préservation de l'environnement. Sur ces deux axes, nous devons être plus proactifs en termes de communication sur les actions que nous menons, pour qu'elles soient plus productives. On voit bien qu'elles avancent. Que ce soient les bornes électriques ou les mesures que l'on a prises dans le culturel, il faut relancer ces actions.

L'action qu'il faut plus particulièrement relancer concerne nos déchets vis-à-vis desquels on a encore des marges de progression sur le verre et sur le vert. Si l'on avance plus vite, je pense qu'il nous faudra avoir une concertation au niveau départemental. Nous allons avoir l'usine de Nice qui va être en rénovation. L'usine d'Antibes est fonctionnelle. On peut dégager, on doit pouvoir dégager plus de possibilités pour l'ouest du Département. Vous le savez, cette année est « l'année biodéchets » sur laquelle on doit commencer à mettre en place les biodéchets. Le travail que l'on peut mettre en place est un travail avec l'usine du Broc : tous les biodéchets du Département viendraient à cet endroit-là en échange de la possibilité pour l'ensemble du Département d'être



traité dans le Département (à condition que nous fassions cet effort supplémentaire citoyen), en attendant que chacun puisse avoir son autonomie.

Cette action est prochaine puisqu'avec Jean-Marc DELIA, qui fait partie de notre Conseil communautaire, nous avons la chance de rencontrer Pierre-Paul LEONELLI. On va donc poser les questions sur le Département - comment gère-t-on sur le plan départemental ? -, en essayant de trouver des équilibres.

Le deuxième point concerne les transports. Je propose une action immédiate et très claire, celle que proposent Richard et Thierry depuis un moment : les interconnexions entre nous qui doivent être fluides. Il faut que celui qui va de Mougins à l'intérieur de la CASA n'ait pas de difficulté de ligne. Cette fluidité des lignes entre nous est donc un élément majeur. Après, la fluidité de l'ensemble du Département dépend de la ligne nouvelle dont on a déjà beaucoup discuté et sur laquelle nous devons également avoir une action assez bien concertée.

Nous avons bien sûr un très bon réseau de pistes cyclables, bien meilleur que dans d'autres territoires. Désormais, il faut que l'on ait cette continuité littorale puisque c'est le plan Euro Cyclable qui va de Gênes à Barcelone. De plus, ce maillage à l'intérieur du territoire est aussi particulièrement intéressant du fait que, maintenant, il n'y a plus de montagnes, ou du moins, elles s'effacent devant la possibilité de l'énergie électrique.

Sur le plan de l'agriculture - cet élément a été initié par nos amis Grassois -, il faut aller plus loin, réserver de manière efficace des terrains en friche, les revaloriser et les remettre sur le marché de l'agriculture, car c'est une belle action que l'on peut mener. Là aussi, on a de grandes possibilités et il faut que ce soit une priorité dans les temps qui viennent, surtout en alimentant nos cantines, en alimentant l'ensemble des besoins et en faisant en sorte d'avoir un véritable environnement, pas uniquement en cherchant du bio - dont les définitions peuvent varier d'un endroit à un autre -, mais en faisant de la proximité, ce qui est la meilleure façon de gérer les denrées alimentaires.

Pour terminer ce petit plan en quatre projets - les déchets, les transports, l'agriculture -, en termes d'environnement, on a le projet STeRE avec Cannes (quand je dis « avec Cannes », il s'agit du littoral cannois et du littoral antibois, de Villeneuve-Loubet jusqu'à Cannes). C'est un projet de préservation de l'environnement marin. Des actions ont déjà été menées sur le territoire d'Antibes avec des zones de protection de la faune et de la flore. On doit continuer dans ce sens. On a de magnifiques statues immergées que l'on va régulièrement visiter en pêchant les oursins dans les îles de Lérins et il faut que l'on aille plus loin dans ce domaine. Notre littoral doit vivre avec un environnement préservé. L'étape suivante est donc le STeRE (Schéma Territorial de Restauration Écologique).

Enfin, je voudrais que l'on mette en concertation ce que nous avons ensemble signé, ou ce que nous allons signer avec l'État dans le cadre du CRET. Bien sûr, ces plans de relance recyclent une partie des choses qui ont déjà été initiées, mais il y a également un certain nombre de projets d'avenir. Si nous mettons l'ensemble de nos CRET en cohérence, nous verrons que nous pourrons mener des actions en partie financées par l'État, ce qui n'est pas négligeable par les temps qui courent. L'objectif est de fédérer et de cimenter à travers ces projets (qui sont des projets assez similaires, signés à Grasse, signés à Cannes et bientôt signés à Antibes) et de faire en sorte qu'il y ait une cohérence dans la stratégie que l'on va développer.

Voilà les feuilles de route que je vous propose.

Je demande donc à notre Administration désormais antiboise et qui prend le relais de nos amis Cannois :

- d'avancer vite sur le STeRE, car c'est déjà quelque chose que l'on a travaillé et qui peut assez rapidement avoir une répercussion évidente dans les actions à mener au niveau de la préservation de l'environnement marin ;
- de mettre en évidence, avec les élus, les connexions de chaque territoire en matière de transport ;
- de développer une carte cyclable avec un objectif annuel et que cet objectif annuel soit proposé avec une vérification de l'utilisation ;
- que l'on aille encore plus loin sur les déchets.

Concernant les déchets, on doit pouvoir faire mieux à partir de ce que l'on a fait. Cela est peut-être davantage un élément de focalisation et de communication autour du compostage, des déchets verts, des capacités que nous avons de récupérer le verre, particulièrement dans les parties les plus touristiques, le verre étant un élément qui se recycle relativement facilement.

Par ailleurs, je pense que l'agriculture a un avenir. Elle a un avenir dans l'agropastoralisme, elle a un avenir dans notre territoire, peut-être plus qu'ailleurs. On l'a progressivement abandonnée, mais il y a un regain, une possibilité : que chaque maire identifie un territoire et dise « Ce territoire peut devenir agricole ». Je pense que, là aussi, on peut franchir une étape décisive.

Nous sommes dans une période électorale, mais comme l'a dit excellemment David, on n'est pas trop gêné. De temps en temps, je propose à des ministres de venir regarder ce qu'il se passe à Sophia Antipolis, à d'autres, de regarder ce qu'il se passe sur le plan culturel, à d'autres, de regarder ce qu'il se passe sur le plan sécurité ou autres. Visiblement, il y a une attractivité à l'est du Département qui nous laisse beaucoup de champ libre. Cette année électorale nationale ne devrait donc pas nous perturber. Chacun prendra les positions qu'il souhaite, mais elles ne rentreront pas en ligne de compte dans le projet CAP AZUR que nous avons aujourd'hui.

En tout cas, je peux vous dire que je vais me mobiliser très fortement pour cette unité de l'ouest qui n'est pas une unité politique ou une unité d'amitié. C'est d'abord une unité de confiance, avec un Vice-président « à vie » qui cumule deux fonctions essentielles : la bienveillance du Conseil départemental (dont je salue une fois de plus les stratégies intelligentes) et un territoire que nous devons aider, car il est purement montagnard et rural et mérite qu'on lui rapporte un élément de solidarité.

Le premier élément que l'on va essayer de faire est le ramassage des déchets sur les Alpes d'Azur - que ce soit la Communauté d'Agglomération d'Antibes Sophia Antipolis ou CAP AZUR - afin que l'on ait une cohérence du territoire et que les citoyens, qu'ils habitent les plus hauts sommets de notre territoire ou la partie littorale, aient les mêmes services et les mêmes aspirations.

Voilà ce que je voulais vous dire en vous remerciant une fois de plus. Cette passation de pouvoir peut paraître un peu factice et elle l'est puisque nous avons un accord. Nous ne sommes pas là pour prendre le pouvoir. Nous sommes là pour agir. Nous ne sommes pas là pour faire en sorte qu'il y en ait un qui domine l'autre, mais pour que ce qui se fait à un endroit, l'agriculture à Grasse, l'hydrogène à Cannes, le STeRE à Antibes... on bénéficie chaque fois de ce que fait l'autre. De plus, on est aussi dans une négociation et une discussion avec la Métropole. C'est à la fois plus simple et plus compliqué, mais c'est aussi un des éléments qui, chaque fois que l'on pourra, montrera qu'il peut y avoir une politique départementale, à condition qu'on y implique le Département.

Voilà ce que je voulais vous dire aujourd'hui en vous souhaitant une super année, en espérant que le bon sens reviendra, que le COVID s'éloignera et que la fraternité, la confiance et l'espérance en l'avenir nous guideront en cette année 2022 qui, je l'espère, sera une année de propositions, d'idées, d'innovations, plutôt que de petits conflits et de petites phrases. Mais, c'est un vœu qui, dans le contexte actuel, a un caractère pieux. En tout cas, merci à vous tous d'avoir pris le temps de venir ici, avec nous.

Je remercie une fois de plus David. On est très fier et heureux de t'avoir et de te perdre très momentanément pour des fonctions qui nous protègent et nous représentent. Merci.

(Applaudissements)


Le Président
Jean LEONETTI


Le secrétaire de séance
Sébastien LEROY